

# **SOMMET OU PALIER ?**

## **LES MESURES QUI DOIVENT ETRE PRISES A PARIS PAR LES PAYS RICHES POUR RENDRE L'AIDE PLUS EFFICACE POUR LES POPULATIONS PAUVRES**

Le 2 mars, les pays les plus riches du monde se rencontreront à Paris afin de se mettre d'accord sur les actions nécessaires au bon fonctionnement de l'aide destinée à un milliard de personnes vivant dans la pauvreté. Les pays donateurs mettent actuellement en place un système qui déçoit les pauvres. Seul un cinquième de l'aide est attribué aux pays pauvres. Cet argent continue d'être dévalué par la bureaucratie, la répétition inutile, les objectifs contradictoires, les conditions abusives des pays donateurs ainsi que l'obligation de se soumettre à des biens et services trop chers. A l'heure de l'augmentation des aides, il est fondamental que cet argent contribue à combattre efficacement la pauvreté. Si aucune avancée concrète n'est réalisée à Paris pour rendre les aides plus profitables et efficaces, les progrès à l'égard des objectifs de développement du Millénaire seront compromis. Le choix que les ministres chargés du développement devront faire au Forum à haut niveau de l'OCDE est simple : 2005 sera marquée soit un sommet en rendant l'aide plus efficace pour les personnes qu'elle est censée aider ou bien un palier.



# SOMMET OU PALIER ?

## LES MESURES QUI DOIVENT ETRE PRISES A PARIS PAR LES PAYS RICHES POUR RENDRE L'AIDE PLUS EFFICACE POUR LES POPULATIONS PAUVRES

### Résumé du rapport

Début mars, les ministres des pays les plus riches du monde chargés du développement international se retrouveront autour d'une table à Paris afin de déterminer les actions nécessaires qui permettront de rendre les aides plus efficaces pour un milliard de personnes vivant dans une pauvreté extrême. Il y a deux ans ces mêmes pays ont pris à Rome plusieurs engagements afin de réformer le système d'aide et de le transformer en un instrument efficace capable d'instaurer des changements. Mais au lieu de se réjouir des progrès réalisés, ils devront faire face aux résultats qui ont suivi deux années d'inaction. Il s'agit d'une sombre histoire de confusion et d'hypocrisie, de tergiversation et de perte de temps avec les populations pauvres du monde remplissant involontairement le rôle de boucs émissaires, par exemple :

- Seul un cinquième de l'aide est dépensé dans les pays pauvres et seulement 10% sont alloués aux services de base qui sont fondamentaux pour la réalisation des objectifs du Millénaire.
- 40% de l'aide continuent à soumettre les pays pauvres à des biens et services trop chers en provenance des pays donateurs
- 80 agences officielles sont responsables de 35 000 transactions de dons par an imposant par là même une lourde tâche administrative aux pays les plus pauvres.
- Les conditions de l'aide continuent à imposer les modèles des pays donateurs comme la libéralisation du marché et la privatisation des services essentiels ayant souvent des conséquences dévastatrices sur la population pauvre.

Le manque de progrès depuis Rome soulève des questions fondamentales sur l'engagement des pays riches dans les objectifs de développement du Millénaire. Sans réformes de l'aide, ces objectifs ne seront pas atteints et les ambitions des principaux pays donateurs – comprenant la Grande Bretagne et la France – d'amorcer en 2005 un virage dans le développement international seront compromises. A présent, le scénario peut être lu différemment. A Paris, les agences des pays donateurs peuvent faire que le Forum à haut niveau de l'OCDE-CAD représente le sommet des efforts internationaux visant à éradiquer la pauvreté plutôt qu'un simple palier pour les pays pauvres. Pour faire de l'aide un instrument capable d'instaurer des changements essentiels et à long terme, les pays donateurs doivent accepter de prendre des mesures simples permettant d'améliorer son efficacité et sa gestion.

Tout d'abord, il est nécessaire que l'aide soit dépensée là où on en a le plus besoin, c'est-à-dire pour réduire la pauvreté plutôt que de la concentrer sur leurs industries de conseil et d'infrastructure et sur les alliés géopolitiques. Réduire la bureaucratie et les conditions abusives inhérentes à l'aide, utiliser les systèmes et procédures propres aux pays, livrer à temps ce qui a été promis et mettre en pratique ce qui est préconisé en matière de transparence modifierait l'impact de l'aide sur la pauvreté. On comprend bien la nécessité de ces changements. Jusqu'à présent, c'est plus un engagement politique qu'une analyse qui a été fourni en quantités insuffisantes.

Afin de procéder à ces changements ActionAid et Oxfam ont encouragé les agences des pays donateurs rassemblées à Paris à agir en faveur des trois recommandations suivantes :

### **1. Rendre des comptes à propos de l'aide**

- Adopter des objectifs ambitieux pour améliorer la qualité de l'aide
- Tenir une réunion internationale annuelle entre pays donateurs et destinataires pour remettre à jour ces objectifs
- Créer une commission des Nations Unies indépendante chargée de l'efficacité de l'aide

### **2. Rendre l'aide plus efficace**

- Supprimer l'aspect contraignant de l'aide en particulier l'aide alimentaire et l'assistance technique
- Utiliser les systèmes propres aux pays et les systèmes instaurant une capacité
- Mettre un terme aux conditions abusives

### **3. Réformer la structure de l'aide**

- Allouer des aides selon des critères permettant de réduire la pauvreté
- Réduire les coûts de transaction en harmonisant les procédures
- Déterminer les réformes structurelles de l'aide

Dans le monde entier, la réponse du public au Tsunami dans l'océan indien a prouvé que le monde se préoccupe et croit que l'aide peut faire une différence essentielle dans le développement des pays pauvres. Cependant la réponse au Tsunami a également mis l'accent sur l'efficacité de cette aide et soulève des questions fondamentales sur le fait de savoir si cette aide profite sur place aux populations pauvres. L'engagements des pays riches en matière de développement sera mis à l'épreuve à Paris et tout au long de l'année 2005 par les pays pauvres eux-mêmes. Si les objectifs internationaux de développement deviennent effectifs, les demi-mesures et les excuses des pays donateurs devront cesser et des actions devront voir le jour.